



Panorama de la Polynésie française

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Capitale	Papeete
Superficie	3 251 km ²
Situation géographique	Pacifique sud, Auckland à 4 100km, Honolulu à 4 400km, Paris à 15 800 km
Langues parlées	Français + Langues vernaculaires ⁽¹⁾
Monnaie	Franc Pacifique (code ISO 4217 : XPF) 1 000 XPF = 8,38 €
Statut	Collectivité d'outre-mer rattachée à la France
Rang mondial IDH (2005)	42
Représentation nationale	3 députés, 2 sénateurs, 1 représentant au CESE
Représentation de l'Etat	Haut-commissaire de la République

(1) *tahitien, paumotu, marquisien, mangarévien, rurutu, raivavae, rapa*

P
O
R
T
R
A
I
T

Le peuple polynésien s'est installé par vagues migratoires de 300 après J.C. à la fin du XIV^e siècle. Les Européens, pour leur part, ont atteint la Polynésie française dès 1521 (Magellan) pour s'installer après l'arrivée du capitaine Wallis (1767). Dès le début du XIX^e siècle, la dynastie des Pomare, famille originaire des Tuamotu, étendit son pouvoir sur l'ensemble du territoire et son dernier représentant, Pomare V, céda à la France sa souveraineté sur toutes les îles dépendant de la couronne de Tahiti en 1880.

En 1957, les Etablissements Français d'Océanie (EFO) devinrent « Polynésie française » et le rattachement à la France fut confirmé par référendum en 1958.

L'installation du Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP) en 1960, puis les essais nucléaires, qui s'étalèrent jusqu'en 1996, ont modifié en profondeur l'économie et la société polynésiennes.

Vers l'accroissement de l'autonomie

Accordée dès 1977, l'autonomie de gestion est complétée par le statut d'autonomie interne en 1984. Celui de 1996 donne à la Polynésie française une personnalité propre au sein de la République, et celui de 2004 des pouvoirs élargis, l'Etat ne conservant qu'une compétence centrée sur ses fonctions régaliennes. Jusqu'en 2011, la vie politique en Polynésie française se caractérise par une instabilité chronique (10 gouvernements en 7 ans). Le 1^{er} août 2011, une loi organique relative au fonctionnement des institutions est adoptée afin de restaurer la stabilité.

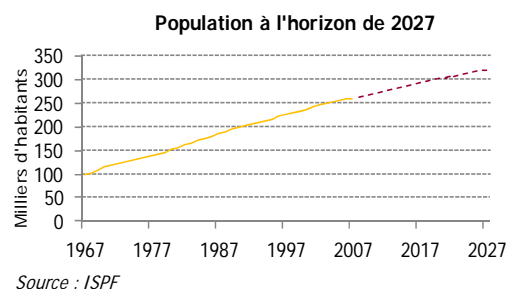
Les fonctions de l'Etat sont assurées par son représentant local, le Haut-commissaire de la République. Les compétences du Pays sont mises en œuvre et contrôlées par les quatre institutions suivantes :

- le **Président**, élu par l'Assemblée de Polynésie française pour 5 ans, constitue le gouvernement et dirige son action. Il promulgue les lois de pays et signe les actes délibérés en Conseil des ministres. Il est l'ordonnateur du budget et dirige l'administration locale ;
- le **Gouvernement**, composé au maximum de 15 ministres dont un vice-président, est chargé solidairement et collégalement des affaires relevant de sa compétence. Il arrête les projets de délibérations à soumettre à l'Assemblée et les mesures d'application nécessaires ;
- l'**Assemblée de Polynésie française** (APF) se compose de 57 membres élus pour 5 ans au suffrage universel direct. Elle adopte les lois de Pays et les délibérations présentées par le gouvernement. Elle vote le budget ainsi que les comptes de la Polynésie française et contrôle l'action du Gouvernement ;
- le **Conseil Economique, social et culturel** (CESC), organisme consultatif de 51 membres représentant les groupements professionnels, les syndicats, les organismes et les associations qui concourent à la vie économique, sociale et culturelle du Pays, est obligatoirement saisi pour avis sur les projets à caractère économique, social ou culturel et propositions d'actes soumis par le Gouvernement ou l'APF.

UNE POPULATION EN VOIE DE VIEILLISSEMENT

Au 22 août 2012, la population polynésienne est recensée à 268 270 habitants. Bien qu'encore jeune, elle apparaît en voie de vieillissement. En effet, entre les deux derniers recensements (2002 et 2007), la tranche âgée de plus de 60 ans a progressé de 27 % tandis que celle des moins de 19 ans baisse de 4,2 %.

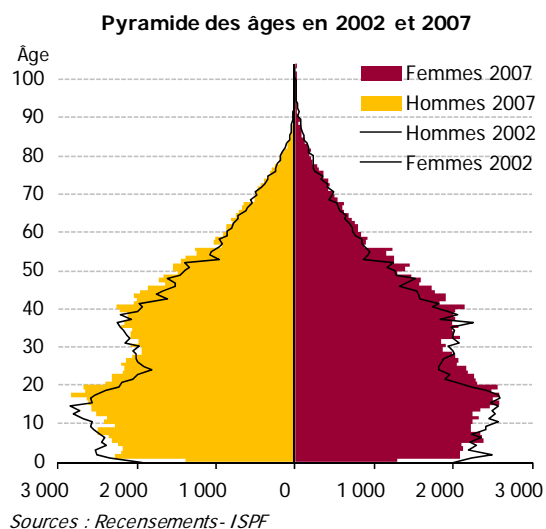
La répartition géographique de la population se caractérise par une forte concentration aux îles du Vent où se trouvent les trois quarts des habitants. L'île de Tahiti regroupait à elle seule 92 % de la population de l'archipel au recensement de 2007 (178 133 habitants sur 194 623).



Indicateurs démographiques	PF	France ⁽¹⁾
Population (milliers, millions pour la France, au 01/01/2011)	268	65,4
Part des moins de 20 ans (% , 2007)	36,1	25
Part des 20-59 ans (% , 2007)	55,2	52
Part des 60 ans et plus (% , 2007)	8,7	23
Densité de population (hab./km ² , 2007)	74	102,7 ⁽²⁾
Taux croissance annuel moy. de la population (% , 2002-2011)	1,2	0,6 ⁽³⁾
Taux de natalité (taux pour 1 000 habitants, 2009)	17	12,7
Taux de mortalité (taux pour 1 000 habitants, 2010)	4,7	8,5
Taux de mortalité infantile (taux pour 1 000 naissances, 2010)	5,5	3,5
Indice conjoncturel de fécondité (2010)	2,1	2,00 ⁽⁴⁾
Espérance de vie des femmes à la naissance (année, 2010)	78,3	84,8
Espérance de vie des hommes à la naissance (année, 2010)	73,2	78,2
Part des personnes illettrées parmi les 16-65 ans (% , 20...)	nd	9 ⁽⁵⁾

(1) Bilan démographique de l'Insee 2011 ; (2) Densité de la population française en 2010 ; (3) Entre 2002 et 2012 ; (4) ICF en 2009 ; (5) Enquête IVQ de 2004-2005 conduite par l'Insee sur la population métropolitaines des 18 à 25 ans

Sources : Insee, ISPF



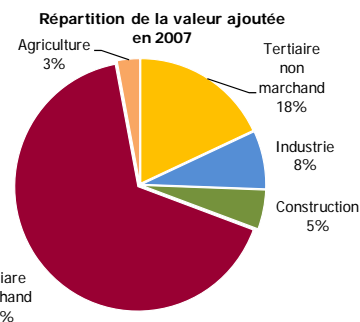
PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Le Pacte de progrès, cosigné en 1993 par l'Etat et le gouvernement polynésien pour assurer la transition post-nucléaire de l'économie vers un mode de croissance axé sur ses richesses intérieures, a favorisé le développement d'activités telles que la pêche, la perliculture, le tourisme et le BTP. Le soutien de la dépense publique et de l'investissement privé, dynamisé par les dispositifs de défiscalisation locale et hexagonale, a permis d'obtenir une croissance moyenne annuelle du PIB de 3,7 % entre 1996 et 2006. Néanmoins, l'économie polynésienne connaît depuis 2007 un fort ralentissement, illustré par la faible progression du chiffre d'affaires global des entreprises, + 0,2 % en moyenne annuelle entre 2006 et 2011 (+ 4,8 % entre 2001 et 2006).

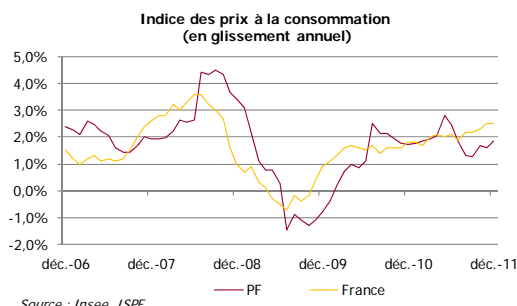
Principaux indicateurs économiques	PF	France ⁽¹⁾
PIB (milliards de F CFP courants, 2007)	577	238 256
Taux de croissance du PIB (% , F CFP constants, 2007)	1,7	1,7
PIB par habitant (milliers de F CFP courants, 2006)	2 221	3 655,6
Taux de dépendance ⁽²⁾ aux importations (% , 2007)	27,8	30
Dépenses de l'État dans la collectivité (en % du PIB, 2007)	23,4	-
Dettes des collectivités (% du PIB, 20...)	nd	8,3 ⁽³⁾

(1) Chiffres de 2011 sauf mention contraire ; (2) (imports)/(PIB) ; (3) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht

Sources : Insee, Douanes, ISPF



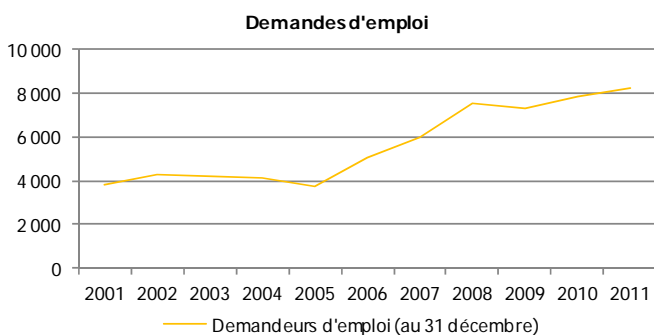
Hausse des prix modérée



La progression annuelle moyenne de l'indice des prix à la consommation (IPC) est de 1,6 % sur dix ans, avec un pic en 2008 (+ 3,4 % sur un an). En fin de période, elle est soutenue par la hausse des prix des produits alimentaires. Ces derniers contribuent à plus de la moitié de l'évolution de l'IPC en 2010 et en 2011.

Emploi en déclin

Les effectifs salariés augmentent de 2001 à 2007 (+ 17,9 %) et sont en recul ininterrompu par la suite (- 9,9 % de 2007 à 2011). Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi a plus que doublé, passant de 3 800 en 2001 à 8 255 en 2011. Les besoins de créations annuelles d'emploi sont estimés à 2 500, pour compenser les emplois perdus et pour accueillir les nouveaux arrivants sur le marché du travail.



Source : SEFI

Emploi	2001	2011	Évol. (1) 11/01
Emploi total	68 232	73 440	0,74%
Emploi non salarié	9 029	10 462*	1,65%
Emploi salarié	59 203	62 978	0,62%
Agriculture	2 298	1 753	-2,67%
Industrie	4 912	5 020	0,22%
BTP	5 305	4 741	-1,12%
Commerce	9 225	9 544	0,34%
Services marchands	23 492	27 887	1,73%
Services non marchands	13 971	14 033	0,04%

* 2010 ; (1) Évolution en moyenne par an

Sources : CPS, ISPF

Déséquilibre structurel du commerce extérieur

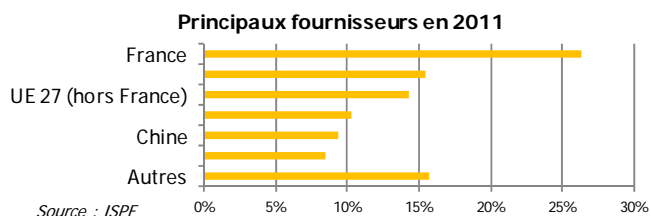
La Polynésie française est extrêmement dépendante de l'étranger pour la satisfaction de ses besoins énergétiques et alimentaires. L'exiguïté de son territoire et de son marché intérieur, la double insularité de ses archipels ainsi que son éloignement des grands marchés de consommation sont autant de facteurs qui limitent le développement de productions de substitution aux importations et d'exportations compétitives. Par conséquent, le déficit du commerce extérieur reste important (entre 125 et 150 milliards de F CFP par an). Avec un quart des échanges, la France reste le principal partenaire commercial de la Polynésie française.

Importations en valeur (en millions de F CFP)	2011
Produits des industries agricoles et alimentaires	36 089
Biens intermédiaires	32 956
Biens d'équipement	23 728
Biens de consommation	24 700
Produits énergétiques	24 511
Produits de l'industrie automobile	9 364
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	2 647
Total	153 994

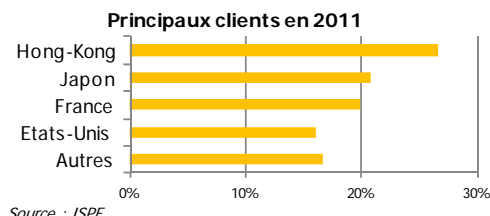
Source : ISPF

Exportations en valeur (en millions de F CFP)	2011
Produits perliers	7 539
Divers	3 707
Noni	781
Poisson	851
Huile de coprah	736
Nacres	295
Vanille	219
Monoï	257
Total	14 385

Source : ISPF



Source : ISPF



Source : ISPF

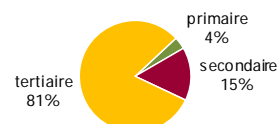
LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Dotée d'une zone économique exclusive de plus de 5 millions de km², la Polynésie française exploite encore peu ce potentiel (perliculture, pêche). L'économie polynésienne est dominée par les services ; ils représentaient 81 % de la valeur ajoutée marchande en 2007 et 82 % des effectifs salariés au 31 décembre 2011.

Principaux indicateurs sectoriels	2002	2011	Var. 10 ans
Fréquentation touristique (nombre de touristes)	189 030	162 776	-13,9%
Exportations de perles brutes (en millions de F CFP)	14 674	7 117	-51,5%
Exportations des produits de la pêche (en millions de F CFP)	1 137	851	-25,2%
Importations de bitume (en milliers de tonnes)	3,5	1,8	-48,5%
Importations de bois transformé (en milliers de tonnes)	33	23	-30,2%
Importations de ciment (en milliers de tonnes)	140	95	-32,2%
Immatriculations de véhicules neufs	7 120	4 440	-37,6%

Source : ISPF, Service de la pêche

Répartition du PIB marchand par secteur en 2007



Sources : CPS, ISPF

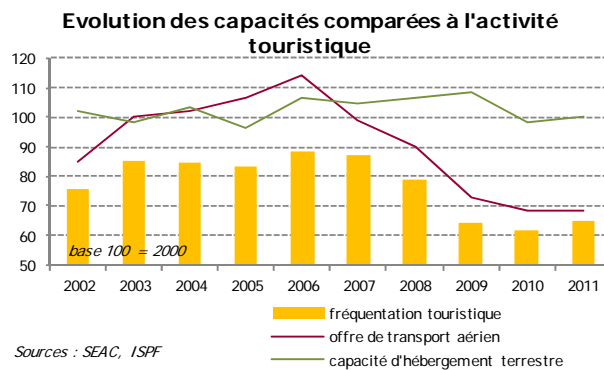
Le BTP souffre de la faiblesse de l'investissement

Occupant 8 % des effectifs salariés du secteur marchand en 2011, le BTP participait à hauteur de 5 % à la formation du PIB en 2006. Entre 2002 et 2007, son chiffre d'affaires, dynamisé par la commande publique et l'investissement des ménages, a progressé de 4 % en moyenne annuelle. Depuis, il s'inscrit en recul constant (- 7 % par an en moyenne entre 2007 et 2011) en raison du ralentissement de la demande intérieure. La commande publique s'est repliée de 19 % en moyenne annuelle sur la période et le montant global des prêts à l'habitat octroyés par les banques locales de 12 %. Dans le même temps, le secteur a perdu 27 % de ses effectifs salariés.

Performances du tourisme liées au transport aérien

Le tourisme contribuait pour 7 % à la formation du PIB en 2006. L'offre d'hébergement payant se partage entre l'hôtellerie, qui accueille les deux tiers des touristes en 2011, et le secteur de la croisière (18 % du total). En termes de nuitées, les touristes logés chez les particuliers représentent un quart du total.

Observée depuis 2006, la baisse de la fréquentation touristique (- 30,5 % entre 2006 et 2010) est liée à la contraction de l'offre de transport aérien (- 40 %). En revanche, la capacité d'hébergement terrestre a tardé à s'ajuster, ne baissant significativement que sur l'année 2010 (- 9,3 %). Cette situation s'est traduite en 2011 par un nouveau recul de l'emploi salarié dans le secteur (- 1,4 % après - 4,4 % en 2010) malgré une progression de 5,8 % de la fréquentation touristique sur l'année.

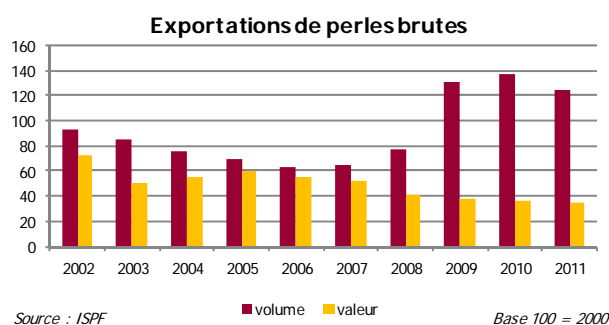


Des recettes en baisse dans la perliculture

Autre produit phare de l'économie polynésienne, la perle de culture procure la moitié des recettes d'exportations du pays et contribue au maintien de la population localisée dans les archipels éloignés (Tuamotu Gambier).

En dépit du soutien des pouvoirs publics (mesures incitatives dans les années 1990, puis élaboration de la réglementation du secteur), la perliculture traverse une crise de surproduction, liée à la baisse des qualités produites, aggravée par les aléas du marché international (concurrence d'autres pays producteurs, demande liée à la conjoncture économique mondiale).

Sur les cinq dernières années, les exportations ont doublé en volume, mais diminué de 35 % en valeur.



FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Données générales

La Polynésie française compte trois banques (la Banque Socredo, la Banque de Polynésie et la Banque de Tahiti) et trois sociétés financières (Ofina, Sogelease BDP et Ocor Lease Tahiti). Interviennent aussi des établissements de crédit métropolitains tels que l'AFD, la CDC ou la Casden. Le taux de bancarisation reste stable, autour de 0,8 compte à vue par habitant, légèrement en dessous de celui de la France (1,1).

En 2011, la situation agrégée des banques s'est contractée de 2,4 %. L'encours sain de leurs crédits a diminué de 0,9 % sur l'année tandis que leurs dépôts ont crû de 3,2 %, les agents économiques ayant rapatrié des fonds de l'étranger pour les placer sur des comptes à terme (+ 17,9 %).

Indicateurs monétaires et financiers	2011
Masse monétaire M3 (milliards de F CFP) à fin décembre	401
Position extérieure nette bancaire (milliards de F CFP) à fin décembre	-22
Taux de créances douteuses – Ets de crédit locaux (en %)	12,3
Nombre d'habitants par guichet bancaire	3 600
Nombre d'habitants par guichet automatique	1 656
Nombre de comptes à vue par habitant	0,8
Nombre de cartes bancaires par habitant	0,7

Détérioration de la qualité des portefeuilles

En hausse depuis plusieurs années, le taux de créances douteuses brutes s'est établi à 12,3 % en fin d'année 2011 (11 % fin 2010 et 8,5 % fin 2009). Sa progression sur l'année tient à la fois aux entreprises (18,4 % à fin décembre 2011 contre 16,5 % un an plus tôt) et aux ménages (7,5 % contre 6,6 % précédemment).

Indicateurs entreprises	2011
Coût du crédit aux entreprises (en %) janvier/février 2011 :	
- Découvert	4,03
- Moyen et Long Termes	4,18
Actifs financiers (milliards de F CFP) à fin décembre	108
Concours bancaires (milliards de F CFP) à fin décembre	171
- Part des crédits d'exploitation (en %)	51
- Part des crédits d'investissement (en %)	33
- Part des crédits à la construction(en %)	10
Taux de créances douteuses brutes à fin décembre (en %)	18,4

Indicateurs ménages	2011
Coût du crédit aux ménages (en %) janvier/février 2011 :	
- Découvert	10,52
- Immobilier	4,43
Actifs financiers (milliards de F CFP) à fin décembre	332
Concours bancaires (milliards de F CFP) à fin décembre	235
- Part de crédits habitat (en %)	60
- Part de crédits consommation (en %)	37
Taux de créances douteuses brutes à fin décembre (en %)	7,5

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN

Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : Octobre 2012 – Dépôt légal : Octobre 2012 – ISSN 1968-6277